



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

Nana-Gribizi, Kémo, Bamingui-Bangoran, Ouham |
Novembre 2019

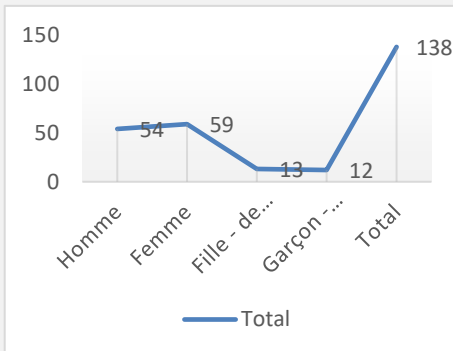
Chiffres clés

138 incidents de protection

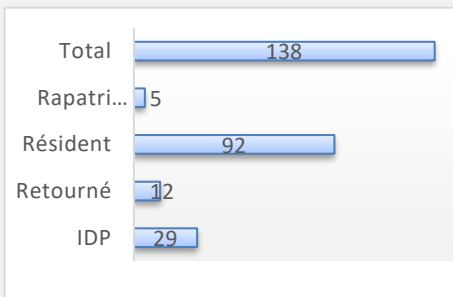
138 victimes

110 Rapatriés spontanés enregistrés

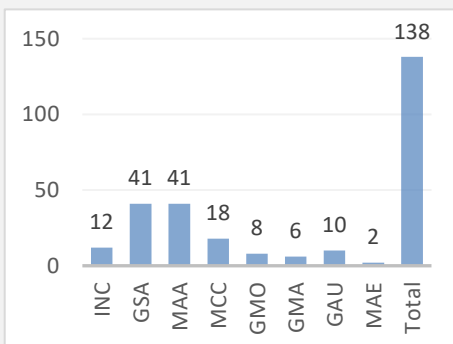
Désagrégation des victimes



Statut des victimes



Auteurs présumés des violations



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Incidents de protection

138 incidents de protection ont été collectés et enregistrés :

- Nana-Gribizi : 36 incidents ;
- Bamingui-Bangoran : 50 incidents ;
- Ouham : 30 incidents ; et
- Kémo : 22.

Parmi les incidents rapportés, on compte 58 cas de VBG, 33 cas de violation des droits à la vie et à l'intégrité physique, 31 cas de violation des droits de propriétés, 12 cas de violation des libertés fondamentales et 04 cas de violations de type 1612 ont été rapportés. Une légère baisse 3,5% d'incidents est constatée par rapport au mois d'octobre 2019.

Mission de monitoring

07 missions de monitoring ont été réalisées dans la zone de couverture : respectivement 02 dans la Bamingui-Bangoran ; 02 dans la Kémo ; 02 dans la Nana-Gribizi ; et 01 dans l'Ouham.

Difficultés majeures rencontrées dans l'accès aux populations/zones : La dégradation avancée des routes et l'insécurité dans certaines zones constituent des difficultés d'accès aux bénéficiaires.

Mouvements de population

- La mise à jour du mois d'octobre fait état d'un total de **64,855 PDIs** sur les sites de la zone : 21,984 PDIs à Kaga-Bandoro ; 4,763 PDI à Ndele et 38,108 PDIs à Batangafo.
- **Mouvement de retour :** 26 ménages (110 personnes) de rapatriés spontanés ont été enregistrés. 80% de ces rapatriés sont arrivés à leurs destinations finales dans la Bamingui-Bangoran et dans la Kémo au niveau de Ndjoukou. D'autres sont en transit dans la ville de Kaga-Bandoro et à Kabo.
- De plus, 65 ménages (325 personnes) de retournés spontanés ont été enregistrés à Batangafo.

Protection de l'enfance

Ce mois, 18 incidents de protection affectant les enfants ont été documentés et pris en charge. 04 de ces incidents sont liés à la violation de la résolution 1612. On observe en novembre 2019 une hausse sensible d'incidents touchants les enfants, contre 08 incidents documentés en octobre 2019.

Cette hausse s'explique par l'activisme du groupe armé GSA à Ndélé. Les GSA commettent des violations des droits humains et utilisent des enfants au niveau des barrières illégales qu'ils ont érigées par dans la Nana-Gribizi et la Bamingui-Bangoran.

Violences sexuelles et basées sur le genre

Les cas de VBG dans la zone restent récurrents : 58 cas documentés en novembre 2019. Les femmes demeurent les premières victimes de ce type de violence. Trois types d'auteurs ont présumément commis les exactions, à savoir les membres de groupes armés, les partenaires intimes et les membres connus de la communauté.

En novembre, on observe une légère hausse de cas de VBG qui serait due aux abus de pouvoir des partenaires intimes qui contrôlent la vente des produits agricoles en recourant à la violence physique et au déni de ressources. De plus, il convient de noter que la consommation abusive de stupéfiants par certains membres de la communauté constitue un facteur non négligeable de violence physique contre les femmes et les filles dans la zone. Enfin, la transhumance en ce début de saison sèche constitue un facteur de risque majeur pour plusieurs femmes et filles qui empruntent les axes lors de leurs déplacements vers les marchés, les champs et la brousse pour la collecte du bois de chauffage.

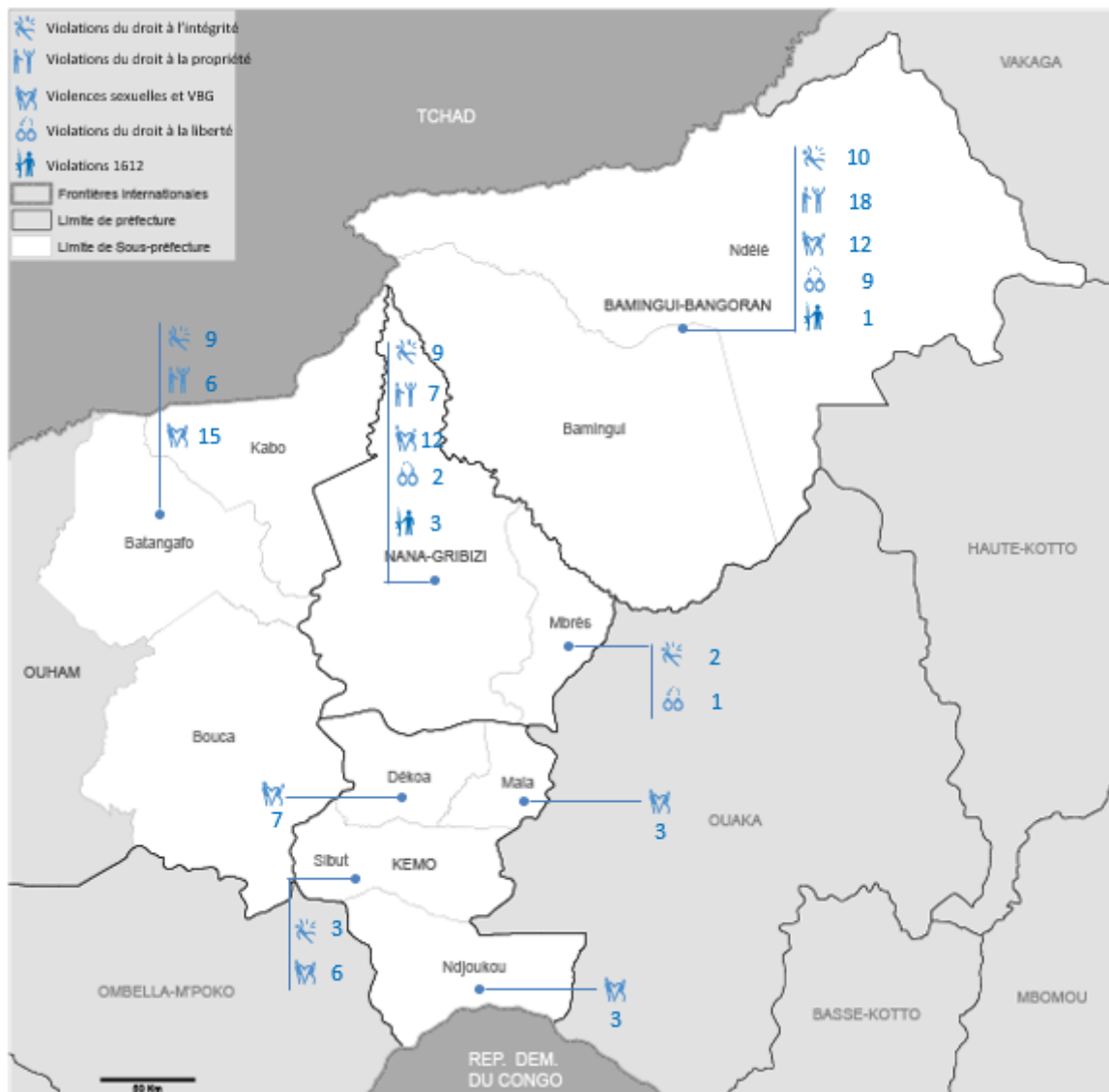
Prévention et réponses de protection

- **Sensibilisations** : 75 séances de sensibilisation ont été organisées dans la zone de couverture (04 sensibilisations de masse, 09 sensibilisations ciblées et 62 sensibilisations effectuées en portes à portes). Ces différentes sensibilisations ont touché 4589 personnes (832 hommes, 1750 femmes, 872 garçons et 1135 filles). Les thèmes abordés étaient, entre autres, la tolérance zéro au cas de viol, le mariage précoce et ses conséquences, les mécanismes de prévention des cas liés à la transhumance, et les services disponibles en cas de victimisation.
- **Formations** : 20 séances de formation ont été réalisées, respectivement 11 dans la Nana-Gribizi, 5 dans la Bamingui-Bangoran et 4 dans la Kémo. Au total, 262 personnes (188 hommes et 74 femmes) ont participé à trois formations différentes à savoir :
 - Techniques de la mobilisation communautaire ;
 - Autonomisation de la femme ;
 - Mécanismes de prévention des cas de VBG liées à la transhumance.
- **Assistance – kits de dignité** : 360 survivantes de VBG et personnes à besoins spécifiques ont bénéficié d'un appui en kit de dignité.
- **Assistance en cash pour besoins socio-économique** : 32 victimes de violation de droits humains et personnes à besoins spécifiques ont été assistées en cash pour des besoins élémentaires et socio-économiques. Un appui socio-économique d'un montant d'un million (1,000,000) de francs CFA a été donné à un groupement féminin pour la création d'activités génératrices de revenus.
- **Centres d'écoute** : 91 survivant(e)s et personnes à besoins spécifiques ont été accueillies dans les différents centres d'écoute. De plus, 57 dossiers de survivant(e)s ont été clôturés grâce à leurs capacités de résilience. 34 autres dossiers restent en cours de suivi pour permettre leur réinsertion totale.

Pour tout contact :

- **Chef de Mission** : Andrew NJOKE, rca@intersos.org, Tél 72301840
- **Coordonnateur du Projet HCR** : Florence FASSASSI, protection.bangui.rca@intersos.org, 72301859

Carte des incidents par sous-préfecture



ANALYSE SÉCURITAIRE

Préfecture	Situation sécuritaire
Nana - Gribizi	<p>Centre-ville Kaga Bandoro : La situation sécuritaire dans la ville de Kaga-Bandoro en novembre 2019 est moyennement stable, malgré l'activisme d'hommes armés qui commettent des exactions. Certains membres de la communauté procèdent à des actes de banditisme et recourent à la violence pour régler leurs litiges. Ces membres de la communauté utilisent principalement des armes blanches et recourent à la violence physique à l'égard des femmes (partenaires intimes).</p> <p>Axe Botto : La forte présence des GSA et leurs mouvements intenses fragilisent la sécurité sur cet axe routier. Etant à la recherche des peuhls dans la brousse, les GSA s'installent dans les villages et imposent aux ménages de leurs donner des contributions pour payer leurs rations alimentaires.</p> <p>Axe Ndomété-Dékoa : Les cas de braquage (camions de transport commun, motocyclettes, véhicules humanitaires) deviennent récurrents sur ce tronçon. Les braquages sont principalement commis par des personnes armées non identifiées et ont lieu dans la forêt Yagarandji et à Ndwara.¹</p>

¹ 05/11/2019 : Route de Ndwara (7km de Kaga-Bandoro), deux staffs expatriés à bord d'un véhicule humanitaire ont été braqués et blessés par balle ;

<p>Kémo</p>	<p>Sibut : La ville est marquée par un environnement relativement calme à la suite des patrouilles des CAN, CGN, MUF et à la présence des autorités administratives. Les habitants sont dans la quiétude et vaquent librement à leurs occupations.</p> <p>Dékoa & Mala : Les villes sont relativement calmes. Néanmoins, la situation sécurité est précaire et fragile sur la route de Mala à environ 30km de Mala. Il est important de signaler que ni la MINUSCA, ni la force de défense nationale n'est présente et permanente sur cet axe. Cette insécurité est notamment due au passage des peulhs éleveurs en cette période de transhumance et l'intention de certains membres de la communauté de voler leurs bœufs. De plus, la présence des hommes en uniformes assimilés aux GSA a été signalée dans le couloir de transhumance situé à 30km de Dékoa. Ces derniers commettraient des actes de braquage ce qui empêche la libre circulation des communautés environnantes sur l'axe.</p> <p>Ndjoukou : Le centre-ville est relativement calme. Des problèmes sécuritaires se posent néanmoins dans le village Galabadja en allant vers Sidi-Back. Cette instabilité est due à la présence de GAU qui ne cessent de commettre des actes de vandalisme (viol, incendies, pillage agression physiques)² sur les populations civiles. En conséquence, on observe le déplacement forcé des populations vers la brousse. De même, les GAU en armes continuent d'effectuer des patrouilles nocturnes dans les villages situés sur l'axe Ndjoukou-Sidi-Back. L'absence des autorités et des patrouilles des CAN, MUF dans cette localité profitent à ces GAU qui posent impunément des actes de violences. Précisons que l'impraticabilité de la route entrave les missions de monitoring dans cette localité.</p>
<p>Bamingui - Bangoran</p>	<p>Centre-ville Ndélé : Le mois de novembre a vu la situation sécuritaire se détériorer dans la localité. L'activisme des groupes armés sur l'axe Kaga-Bandoro-Bamingui-Ndele est fréquent. Des tirs d'armes, des cas de vols/braquages et des arrestations arbitraires de civils ont été observés. De plus, on constate des manifestations conduites par les jeunes de Ndélé qui réclament le départ du préfet. Ces manifestations donnent lieu à une situation de ville morte.</p> <p>Bamingui : Certains éléments des groupes armés en provenance de Kaga-Bandoro, Bambari et M'bès empruntent les axes pour arriver à Ndélé dans l'intention de commettre des vols et braquage de bœufs des éleveurs qui circulent dans le parc Avakaba sur l'axe Golongosso et tout autour de la rivière Bangoran. Leur présence dans cette sous-préfecture (y compris dans les villages environnants jusqu'à Ndele) met les populations civiles et les acteurs humanitaires dans l'inquiétude et la peur. Par conséquent, les mouvements des acteurs humanitaires et les déplacements ont été considérablement réduits sur cet axe. Enfin, des violations des droits humains (violations du droit de propriété, violations de liberté et violations liées à l'intégrité physique) ont été signalés dans le village Bangoran (75km de Ndélé) et Adoum Mindou (7 km de Ndélé).</p> <p>Axe Ngolongosso : La libre circulation des personnes est observée sur cet axe pour ce mois, les activités agropastorales ainsi que celles menées par des acteurs humanitaires se déroulent sans entrave. Néanmoins, cet axe demeure à observer car des conflits opposant les éleveurs peulh à certains éléments MPC venus de Kaga-Bandoro sont à craindre.</p>
<p>Ouham</p>	<p>Batangafo : La situation sécuritaire de la ville de Batangafo reste fragile. Les braquages sont fréquents et visent particulièrement les acteurs humanitaires. En réaction à cette criminalité, le Sous-préfet a convoqué une réunion d'urgence avec toutes les entités de la ville (y compris les leaders des groupes armés) pour chercher à réduire la violence et mettre en place un mécanisme de contrôle via l'arrestation des auteurs de violations de droits humains.</p> <p>Axe Ouogo : On observe un calme relatif sur cet axe. Toutefois, les groupes armés restent présent dans la zone.</p> <p>Axe Kambakota : Un calme précaire s'observe sur l'axe. A Kawé, un homicide lié à des accusations de sorcellerie a néanmoins été commis par des éléments GBK.</p> <p>Axe Bouca : L'axe est relativement calme bien que quelques cas de braquages de motos aient été enregistrés.</p> <p>Axe Kabo : L'axe est relativement calme malgré le mouvement fréquent des GSA qui circulent à bord des motos.</p>

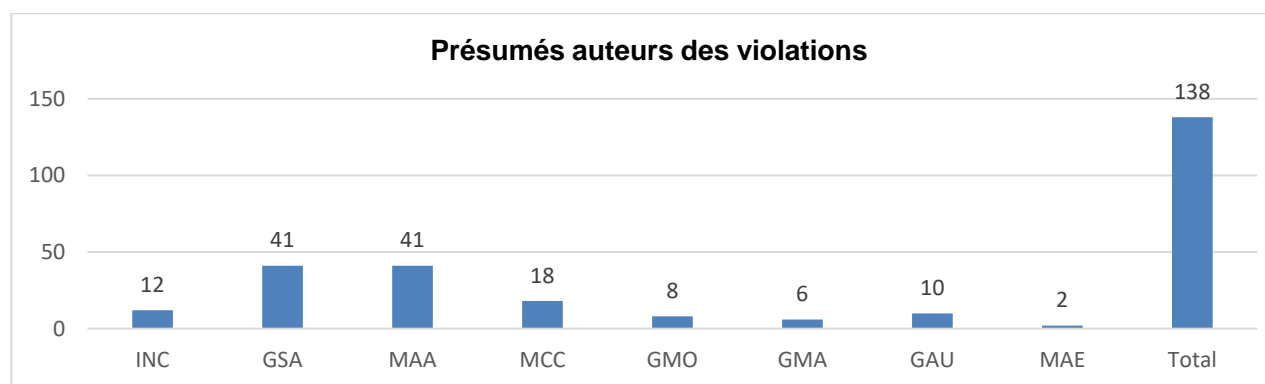
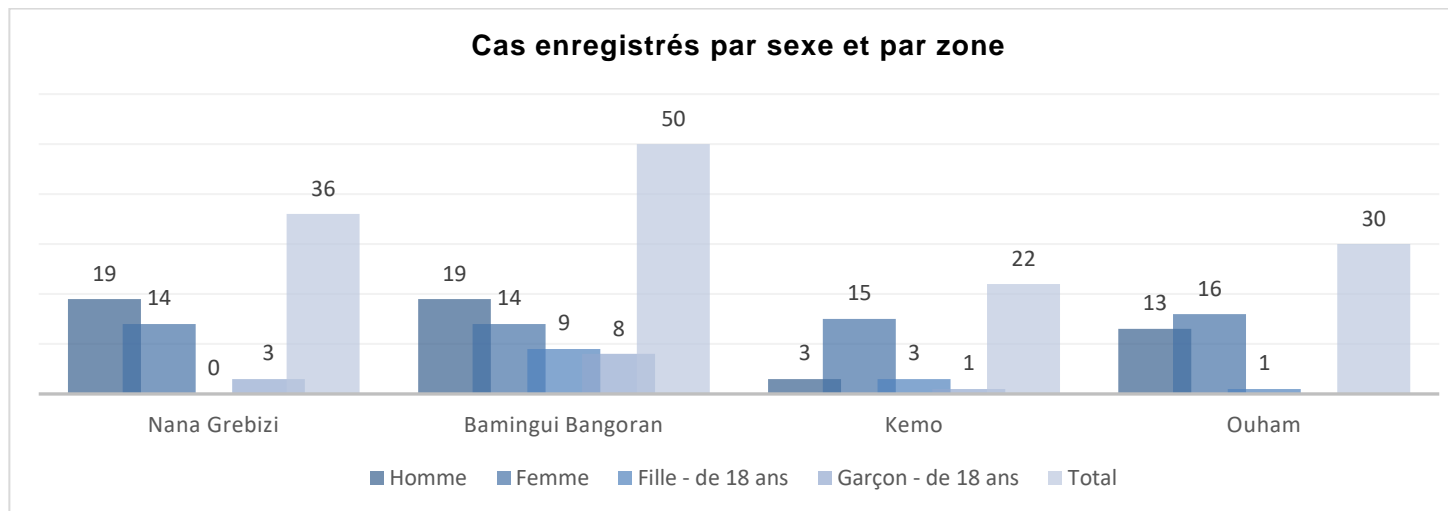
08/11/2019 : Forêt Yagarandji, 2 braquages commis sur des conducteurs de moto-taxi. Les deux ont été grièvement blessés. Le même jour, un chauffeur de camion de transport en commun a échappé à un braquage au même endroit.

² 19/11/2019 : Des GAU ont incendié des maisons dans les villages Gbokogueme, Ndengou, Ngangbé Yao-Komengué, Garaba et Vongba Ils auraient également pillé les biens des populations.

Incidents de protection enregistrés au cours du mois

Nov-19																	
Incidents de protection	Kémo				T	Nana-Gribizi		T	Bamingui-Bangoran		T	Ouham			T	T mois	Cumul sur l'année
	Sibut	Dékoa	Mala	Ndjoukou		Kaga-Bandoro	Mbrès		Ndélé	Bamingui		Batangafo	Bouca	Kabo			
Violation du droit à la vie/intégrité physique																	
Homicide	1				1	1	1	2	2		2				0	5	64
Torture et traitements inhumains	1				1	2	1	3	3		3				0	7	73
Mutilations					0				1		1					1	2
Coups et blessures	1				1	6		6	4		4	9			9	20	249
Accidents explosifs/armes à feu					0						0					0	0
Découverte d'un engin explosif					0						0				0	0	0
Total	3	0	0	0	3	9	2	11	10	0	10	9	0	0	9	33	388
Violations du droit à la liberté																	
Enlèvement/tentative d'enlèvement	0	0	0	0	0	0		0			0					0	0
Retour forcé					0						0					0	135
Recrutement forcé					0	0		0			0					0	5
Arrestation arbitraire/détention illégale					0	2	1	3	8		8	0			0	11	12
Travaux forcés					0				1		1					1	3
Limitations/restrictions de mouvements					0						0					0	0
Déplacement forcé	0				0	0		0			0					0	21
Total	0	0	0	0	0	2	1	3	9	0	9	0	0	0	0	12	176
Violations du droit à la propriété																	
Déguerpissement forcé		0	0	0	0						0			0	0	0	20
Destruction de propriété					0						0			0	0	0	4

Occupation illégale											0			0	0	0	200
Pillage											0			0	0	0	7
Extorsion des biens							0	4			4			0	0	4	4
Taxe illégale											0			0	0	0	0
Vol/Braquage						7	7	14			14	6		0	6	27	38
Incendie criminel					0						0			0	0	0	3
Total	0	0	0	0	0	7	0	7	18	0	18	6	0	0	6	31	276
Violations 1612																	
Recrutement et utilisation d'enfants	0			0	0	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3	
Attaques contre les écoles et les hôpitaux	0			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43
Meurtres/mutilations d'enfants	0			0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	1	32
Enlèvements d'enfants	0			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	202
Violences sexuelles faites aux enfants	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59
Total	0	0	0	0	0	3	0	3	1	0	1	0	0	0	0	4	336
Violences sexuelles et basées sur le genre																	
Viols	0	2	0	3	5			0	1		1	1			1	7	171
Mariage forcé	0			0	0			0	1		1					1	20
Agression sexuelle	0			0	0				6		6				0	6	46
Denis de ressources d'opportunités	4	2	2	0	8	2		2			0	1			1	11	39
Agression physique (SGBV)	2	3	1		6	2		2	4		4	11			11	23	210
Violences psychologiques et émotionnelles	0			0	0	8		8			0	2			2	10	52
Total	6	7	3	3	19	12	0	12	12	0	12	15	0	0	15	58	538
Total global	9	7	3	3	22	33	3	36	50	0	50	30	0	0	30	138	1539



Analyse

En termes d'incidents collectés, on constate que les femmes sont les plus touchées (59 cas pour 54 cas pour les hommes). Les principaux acteurs de violation des droits humains dans la zone de couverture au courant du mois de novembre sont les groupes armés, suivi des personnes connues de la communauté.

L'absence de l'autorité de l'état et l'impunité des auteurs de violation des droits humains favorisent la commission des incidents collectés.

Par ailleurs, le cas de VBG reste le type de violations de droits humains qui est le plus récurrent dans la région (58 cas). Les principaux auteurs présumés de ces actes de VBG sont des membres de groupes armés et des civils ayant des liens avec les survivantes qui sont toutes des femmes ou des filles. D'autres violations de droits humains ont été enregistrées en nombre, à savoir 33 cas violations liées à l'intégrité physique et personnelles ; 31 cas de violations au droit de propriété ; 12 violations de droits de liberté et 4 cas sont liés aux 'violations 1612'. Ces violations commises majoritairement par des groupes armés ont notamment lieu dans un but d'obtenir des ressources financières (Usage de la force et intimidation, braquages, arrestations et détentions illégales, assorties des paiements qualifiés d' « amendes », etc).

Réponses aux incidents de protection

Réponses	Kémo				Nana-Gribizi		Bamingui-Bangoran		Ouham			Total du mois	Cumul sur l'année
	Sibut	Dékoa	Mala	Ndjoukou	Kaga-Bandoro	Mbrès	Ndelé	Bamingui	Batangafa	Bouca	Kabo		
Suivi psychosocial	7	8	3	3	22	9	24	0	15	0	0	91	1036
Références médicaux	3	2	0	1	5	0	11	0	10	0	0	32	243
Références juridiques	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	122
Références protection de l'enfance	0	0	0	0	0	0	6	0	1	0	0	7	62
Restitution des biens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Allocation de parcelles de terre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Documentation/preuve de la propriété	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres actions de réponses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assistance en Cash CBI-EVI	0	0	0	0	0	0	13	0	1	0	0	14	120
Assistance en cash CBI/AGR	4	1	4	1	1	0	0	0	8	0	0	19	26
Assistance CBI (voucher)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73
Assistance Kit de Dignité	4	12	13		182	24	125	0	0	0	0	360	726
Kits NFI's et abris d'urgence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	491
Sensibilisations/formations	4	0	0	0	58	3	27	0	1	0	0	95	553
Focus group et discussion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	22	23	20		269	36	206	0	36	0	0	612	3581

Suivi des mouvements de population

Préfecture	Total PDI's		Nouveaux PDI's		Retournés spontanés		Retournés assistés		Rapatriés spontanés		Rapatriés assistés	
	Mén.	Pers.	Mén	Pers.	Mén	Pers	Mén.	Pers	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.
Kaga-Bandoro	5,644	21,984	0	0	0	0			11	51		
Mbrès												
Ndele	1,315	4,763							6	15		
Bamingui												
Sibut												
Dékoa												
Mala												
Ndjoukou									5	14		
Batangafo	6,927	38,108			65	325			4	30		
Bouca												
Kabo												
Sido												
Total	13,886	64,855	0	0	65	325	0	0	26	110		

Analyse

De manière générale, la tendance est au déplacement avec 13,886 ménages (58,136 déplacés internes) dans la zone de couverture du projet. Toutefois, des mouvements de retours sont également observés principalement dans la Bamingui-Bangoran pour ce qui est des rapatriés spontanés et à Batangafo pour ce qui est des retournés spontanés.

Protection de l'enfant

Préfecture	Préfecture	Nombre d'enfants victimes des incidents de protection	Nombre d'enfants référés aux acteurs de protection de l'enfance	Total
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	3	0	3
	Mbrès	0	0	0
Bamingui-Bangoran	Ndele	10	6	16
	Bamingui	0	0	0
Kémo	Sibut	1	0	1
	Dékoa	2	0	2
	Mala	0	0	0
	Ndjoukou	1	0	1
Ouham	Batangafou	1	1	2
	Bouca	0	0	0
	Kabo	0	0	0
Total	Total	18	7	25

Analyse

La prise en charge des cas de violations liées aux enfants reste faible dans la zone de couverture et surtout sur les axes où les services ne sont pas disponibles et les acteurs intervenants dans la zone limitent leurs activités dans les centres villes, ce qui pose problème dans le cadre d'une prise en charge holistique à travers le référencement.

Recommandations

Acteurs humanitaires et leaders communautaires :

- Orienter également les activités sur les axes afin de faciliter la prise en charge des enfants qui y sont victimes de violations de leurs droits ;
- Multiplier les séances de sensibilisation sur les services disponibles pour la prise en charge des cas de protection de l'enfance.

Violences basées sur le Genre

Assistance octroyée

Préfecture	Sous - Préfecture	Nombre d'incidents	Cas pris en charge	Cas référés	Total
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	12	12	5	29
	Mbrès	0	0	0	0
Bamingui-Bangoran	Ndele	12	12	11	35
	Bamingui	0	0	0	0
Kémo	Sibut	6	6	3	15
	Dekoa	7	7	2	16
	Mala	3	3	0	6
	Ndjoukou	3	3	1	7
Ouham	Batangafou	15	15	10	40
	Bouca	0	0	0	0
	Kabo	0	0	0	0
Total	Total	58	58	32	148

Préfecture	Nombre Kits NFI	CBI/AGR	EVI/CACH	Kits de dignité	AGR Groupe ment/ Comité
Nana-Gribizi	0	0	0	206	1
Bamingui - Bangoran	0	0	0	125	0
Kémo	0	10	0	29	0
Ouham	0	8	1	0	0
Total	0	18	1	360	1

Analyse

Sur les 58 cas documentés, 32 ont été référés vers le service médical où ils ont été pris en charge. En termes d'assistance matérielle, 360 survivantes et PBS ont bénéficié d'assistance en kits de dignité.

Il convient néanmoins de préciser que la capacité de réponse autre que l'appui psychosocial reste faible, et cela surtout en dehors des villes de Kaga-Bandoro, Sibut, Dekoa, Batangafou et Ndélé. En dehors de ces localités, les acteurs de prise en charge ne sont pas présents et les kits post-viol ne sont pas disponibles dans les postes de santé sur les axes. Cependant, grâce aux multiples sensibilisations faites sur les services disponibles pour la prise en charge et à l'appui en frais de transport la plupart des cas de VBG liés aux incidents de viol sont reçus dans le délai de 72 heures. Pour les cas reçus hors délai, les référencement se font vers les services médicaux pour le traitement des cas liés aux IST.

Sensibilisation

Nana - Gribizi

- 51 séances de sensibilisation ont été organisées dans la zone de la Nana-Gribizi : à savoir 2 sensibilisations de masse, 9 sensibilisations ciblées, et 40 sensibilisations effectuées en portes à portes. En tout, 2441 personnes ont participé à ces sensibilisations (454 hommes, 1034 femmes, 382 garçons et 571 filles).
- 11 formations organisées à l'endroit des comités de protection, les leaders communautaires et les groupements féminins dans les différentes localités ont mobilisées 112 participants (77 hommes et 35 femmes).



Kémo

- 1 séance de sensibilisation de masse a eu lieu pendant les 16 jours d'Activismes portant pour thème : "Tolérance Zéro des cas de viol et de VBG". Cette sensibilisation a touché plus de 3,916 personnes (697 hommes, 1417 femmes, 859 garçons et 943 filles).
- 4 formations ont été organisées sur la mobilisation communautaire et la Convention de Kampala pour les leaders communautaires et les comités locaux de protection. 70 personnes (50 hommes et 20 femmes) ont participé à ces formations.



Ouham

- Une séance de sensibilisation de masse a été organisée lors des 16 jours d'activisme : « Tolérance zéro aux violences faites à l'égard des femmes ». 1037 personnes (212 hommes, 244 femmes, 273 garçons et 308 filles) ont participé à cette sensibilisation de masse.



Bamingui – Bangoran

- 22 séances de sensibilisation effectuées en porte-à-porte et formations ont été organisées et réalisées pour un total de 200 personnes (39 hommes, 46 femmes, 49 garçons et 66 filles).
- 4 séances de formation ont été organisées pour les comités locaux de protection au sujet des techniques de sensibilisation, des groupements féminins sur la question des VBG et des services de prise en charge. 94 personnes (66 femmes et 28 hommes) ont pris part à ces formations.



Recommandations

Acteurs de protection

- Poursuivre les sensibilisations sur le respect des droits humains en général, et plus particulièrement sur l'importance de l'égalité en droits des femmes et des hommes ;
- Plaidoyer pour la prise en charge juridique et judiciaire des victimes dans la zone de couverture ;
- Plaidoyer pour le placement des kits PEP dans les postes de santé sur les axes pour faciliter la prise en charge médicale des survivantes de VBG (viol).

Logements, Terres et Biens /Cohésion sociale

La situation des LTB dans la zone de couverture reste une préoccupation majeure. Il n'y a pas d'acteurs spécialisés dans la plupart des zones de couverture pour la prise en charge de ces cas. Deux problèmes principaux sont l'occupation de certaines maisons de PDIs, et le manque de moyens des rapatriés spontanés résidant en famille d'accueil pour réhabiliter leurs maisons en état de délabrement avancé.

Recommandations

Cluster Abris

- Plaidoyer pour assurer la présence des acteurs intervenants dans le domaine de constructions des abris et LTB pour la gestion de ces cas dans la zone de Kaga-Bandoro, Batangafo et Ndélé.

Abris d'urgence et non-vivres

Les besoins en Abris et NFI des rapatriés spontanés, des retournés et des PDIs se trouvant dans des huttes en état de dégradation avancée ou dans des familles d'accueil ont été enregistrés lors du monitoring sur le terrain.

Recommandations

Cluster Abris

- Organiser une distribution générale de kits NFI aux PDIs sur les sites de Kaga-Bandoro, Batangafo, Kabo et Moyenne-Sido, ainsi qu'aux PDIs vivant dans les familles d'accueil.

Solutions durables

Des retours spontanés de PDIs dans leur zone d'origine continuent d'être observés dans la zone de couverture. D'autres attendent les retours facilités ou appuyés

Recommandations

Acteurs humanitaires

- Orienter les assistances vers les zones de retour pour inciter les déplacés internes vivant sur les sites à retourner dans leurs villages ou quartiers respectifs.